

rendre méfiants à l'égard des contrôles et des mesures économiques du gouvernement, d'autant plus que depuis l'établissement des contrôles, le gouvernement fédéral n'a pratiquement rien fait pour réduire l'expectative inflationniste, non seulement, il n'a pas réussi à restreindre ses propres dépenses depuis cette date, malgré ses pieuses intentions, il a même trouvé le moyen de les accroître de plus de 20 p. 100, et il s'agit d'un gouvernement qui devait donner l'exemple, tant et si bien qu'à défaut d'un climat de confiance économique, les investissements vont en diminuant, les petites et les moyennes entreprises sont déficitaires à cause de l'inflation et dans bien des cas doivent fermer leurs portes, le chômage s'accroît . . .

**Une voix:** Qu'est-ce que vous faites du P.Q.?

**M. La Salle:** Je vais revenir là-dessus, monsieur l'Orateur, le chômage s'accroît, l'économie accuse une régression et le gouvernement n'a pas fini de pomper l'argent à droite et à gauche, tantôt pour l'assurance-chômage, tantôt pour le ministère de l'Expansion économique régionale, pour les subventions de toutes sortes, visant à ranimer une économie chancelante.

Récemment, on parlait encore de la diminution de 2,000 employés dans l'industrie de la chaussure. Alors, je ne mens pas quand je dis que ces mesures de contrôle sont une faillite, et lorsque le ministre demande quelles sortes de propositions nous faisons, je dis que c'est celle d'enlever ces mesures qui n'ont pas réalisé l'objectif que tout le Parlement visait, et partant de là, les investisseurs, les chefs d'entreprises qui connaîtraient les mesures à long terme de ce gouvernement qu'ils ne connaissent pas, pourraient être responsables d'une relance économique, parce que ces mesures et cette attente du gouvernement ont freiné la décision de ces milieux d'affaires.

Selon nous, monsieur l'Orateur, la seule façon de relancer l'économie présentement c'est d'abolir ces contrôles et de leur substituer des mesures moins sévères qui, tout en exerçant un certain freinage de l'inflation, s'attacheraient surtout à rétablir un climat de confiance dans l'investissement, ce qui aurait pour effet, à brève échéance, d'accroître la productivité et de créer de nouveaux emplois. Il est fort possible que le gouvernement n'entende pas maintenir les contrôles indéfiniment, mais là n'est pas la question. La question c'est de les abolir maintenant afin de hâter la relance de l'économie. Le gouvernement ne peut pas et ne doit pas commettre une seconde erreur au sujet des contrôles et tarder à les abolir comme il a tardé à les imposer. Le très honorable premier ministre aime à parler des crimes contre l'unité nationale, eh bien j'estime que ce serait un crime sérieux que de prolonger au-delà des deux prochaines semaines un système de contrôle des prix et des salaires qui est en voie de compromettre dangereusement notre économie et qui crée de l'inquiétude et de la misère pour des milliers de citoyens dans notre pays.

Car ne l'oublions pas, nous ici dans cette Chambre nous sommes probablement des privilégiés. Quand nous parlons de l'inflation, c'est bien plus avec notre raison que nous donnons des objectifs. Ceux qui gagnent \$20,000 et plus peuvent toujours joindre les deux bouts. Nous pouvons nous accommoder et payer assez facilement le prix des cigarettes ou de tout autre produit qui a augmenté, mais les victimes véritables de l'inflation ne sont pas ici, monsieur l'Orateur. Ce sont les travailleurs et les travailleuses qui paient la note de l'inflation, ce sont tous ceux dont les augmentations de salaire sont automatiquement dévorées par les augmentations des prix. Les vraies victimes de

l'inflation, ce sont surtout ceux qui vivent de leurs rentes et de leurs modestes économies . . .

**Une voix:** Et les pensionnés!

**M. La Salle:** On me parle des pensionnés, avec le 60c. d'augmentation de temps à autre. Eh bien si les libéraux sont satisfaits, et s'ils peuvent faire la preuve que l'augmentation des allocations de la sécurité de vieillesse correspond à l'augmentation du coût de la vie, qu'ils essaient de faire accroire cela à ceux qui doivent se contenter de leur allocation de sécurité de vieillesse, à ceux qui dépendent de leur maigre pension, à ceux qui sont sans emploi, au million de chômeurs, et à ceux qui sont au seuil de la pauvreté.

Et cette jeunesse étudiante également, monsieur l'Orateur, j'allais l'oublier, ses bourses d'études n'ont pas augmenté, mais les coûts d'éducation ont augmenté. Ce gouvernement se fout éperdument de la misère et des difficultés des gens par rapport à une politique qui n'a pas été efficace et qui a été, selon plusieurs, une faillite monumentale, quand on se compare au pays voisin qui, sans contrôles, a mieux réussi que nous à maintenir un degré raisonnable d'inflation.

Tous ces gens-là, monsieur l'Orateur, réclament que le Parlement cesse de jouer le jeu de la politique pour s'occuper de leur sort et de leur bien-être. Dans un pays qui offre autant d'espoir et de promesses que le nôtre, je refuse d'accepter que, pour des raisons partisans, on éternise le malaise social et on prolonge l'injustice économique. Il me semble que c'est le temps plus que jamais de se serrer les coudes et de travailler ensemble pour régler ces problèmes et relancer le pays sur la voie de la prospérité. Voilà, monsieur l'Orateur, les objectifs que nous poursuivons, mais je ne cacherai pas que je suis fort déçu de voir autant de députés ministériels se cacher derrière quelques ministres qui tentent de défendre un objectif qui est une faillite lamentable que nous avons connu et on s'amuse aussi. Je ne hais pas qu'on me parle du gouvernement du Québec, mais on s'amuse, monsieur l'Orateur, et je l'ai dit, il n'y a pas longtemps, à provoquer un gouvernement qui a ses problèmes, qui est de chez nous, et de l'autre côté il y a quand même une soixantaine de députés qui viennent de cette province, qui s'en foutent éperdument des difficultés que nous avons actuellement au Québec. Ils sont là pour affronter ce gouvernement, le boudier au lieu de faire la preuve qu'il est possible de restaurer un climat économique dans ma province, bien avant que l'on parle d'une séparation.

Je suis Québécois autant que n'importe qui. Je me refuse autant que n'importe qui à la Chambre de penser à l'idée de l'indépendance, mais je pense qu'il est pressant, monsieur l'Orateur, de faire la preuve aux Québécois par une restauration et un progrès économique dans notre province, qu'il n'est pas nécessaire de se séparer pour réaliser nos aspirations légitimes. Mais je ne le fais pas avec partisanerie, avec politiquerie, comme mes amis d'en face, et lorsque je parle de l'importance d'aider la province de Québec, qui connaît d'immenses difficultés, de diminuer le taux de chômage, parce que je demande au gouvernement fédéral de coopérer avec le gouvernement du Québec, et cela n'est pas d'hier. Je le faisais à l'époque de Daniel Johnson, je l'ai fait à l'époque de leur petit cousin Robert Bourassa, je le ferai encore aujourd'hui. On nous traite de séparatiste parce que nous défendons profondément les intérêts d'une province qui est la mienne, c'est de la façon dont nous sommes traités ici du côté de l'opposition. Eh